La Suisse romande et la Stratégie énergétique 2050

FORUM DES 100

Rapport sur le produit intérieur brut (PIB) romand, 24 mai 2018

BCF BCGE BCJ BCN BCVS BCV

Introduction

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure de la performance économique d'un pays ou d'une région la plus communément utilisée. Ce chiffre permet une analyse de l'évolution dans le temps et une comparaison des régions entre elles; il peut aussi faire l'objet de prévisions. Le PIB est donc un outil précieux de mesure et d'aide à la planification pour les entreprises et les collectivités publiques.

En Suisse, le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) et l'Office fédéral de la statistique (OFS) publient un PIB pour l'ensemble du pays. L'OFS publie également depuis cinq ans des estimations des PIB cantonaux, qui ne couvrent à l'heure actuelle que les années 2008 à 2015. Et ce, alors que le PIB romand est publié depuis dix ans par les banques cantonales des six cantons romands, en collaboration avec le Forum des 100, et calculé par l'Institut CREA d'économie appliquée de la Faculté des HEC de l'Université de Lausanne. Ce PIB romand mesure l'évolution de la conjoncture de la région et de ses principales branches. Les valeurs historiques remontent jusqu'à 1997 et sont accompagnées de prévisions pour l'année en cours et l'année suivante.

Le PIB romand pour 2017 et les années précédentes ainsi que les prévisions pour 2018 et pour 2019 ont été calculés en mars 2018. En voici les points essentiels.

En 2017, la Suisse romande a affiché

- un PIB nominal de 159,1 milliards de francs
- un poids d'un quart (23,8%) dans le PIB suisse
- un PIB en hausse de 0,9% en termes réels (corrigés de l'inflation)
- une dynamique économique en ligne avec celle de l'ensemble de la Suisse

En 2018, le PIB de la Suisse romande devrait

- poursuivre sa hausse au rythme de 2,3%
- progresser à un rythme similaire à celui du PIB suisse

En 2019, le PIB de la Suisse romande devrait

- augmenter de 1,9% en termes réels
- afficher un rythme de croissance similaire à celui du PIB suisse

Dans ce texte et les graphiques qui l'accompagnent, la source des données relatives au PIB romand, aux PIB cantonaux et à la valeur ajoutée des branches est l'Institut CREA d'économie appliquée de la Faculté des HEC de l'Université de Lausanne. Les données relatives à la croissance suisse proviennent du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) et de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Pour la croissance européenne et mondiale, les valeurs utilisées sont celles du Fonds monétaire international (FMI). Les statistiques sur le commerce extérieur sont issues de l'Administration fédérale des douanes (AFD). Les calculs relatifs aux effets de la Stratégie énergétique 2050 pour la Suisse romande ont été effectués par le Centre Energie de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne.

Les principaux résultats

Sources: CREA, Seco, FMI

*Prévisions

Redémarrage de la croissance

Croissance réelle	2017	2018*	2019*
Suisse romande	**0,9%**	**2,3%**	**1,9%**
Suisse	1,0%	2,4%	2,0%
Union européenne	2,7%	2,5%	2,1%
Monde	3,8%	3,9%	3,9%

L'économie romande semble en passe de se remettre du choc de l'abandon, en janvier 2015, par la Banque nationale suisse (BNS) du cours plancher de l'euro par rapport au franc. Comme l'économie suisse, elle a été aidée par la remontée du cours de l'euro par rapport au franc, qui s'est apprécié de plus de 10% depuis début 2017, pour titiller au premier semestre 2018 la barre de 1,20 franc pour un euro, ainsi que par l'embellie conjoncturelle que connaît l'économie mondiale depuis 2016.

Ainsi, après s'être inscrite à environ 1% entre 2015 et 2017, à notamment 0,9% l'an dernier en raison d'un premier semestre quelque peu morose, la croissance de l'économie romande devrait remonter à 2,3% cette année et se maintenir à un rythme relativement élevé, 1,9%, l'an prochain, selon les calculs du CREA. En regard des craintes de récession présentes après la décision de la BNS, l'économie de la région, comme celle de l'ensemble du pays, s'est montrée résistante. Elle a bénéficié de sa diversification, d'un marché intérieur solide et de son orientation vers des activités à haute valeur ajoutée.

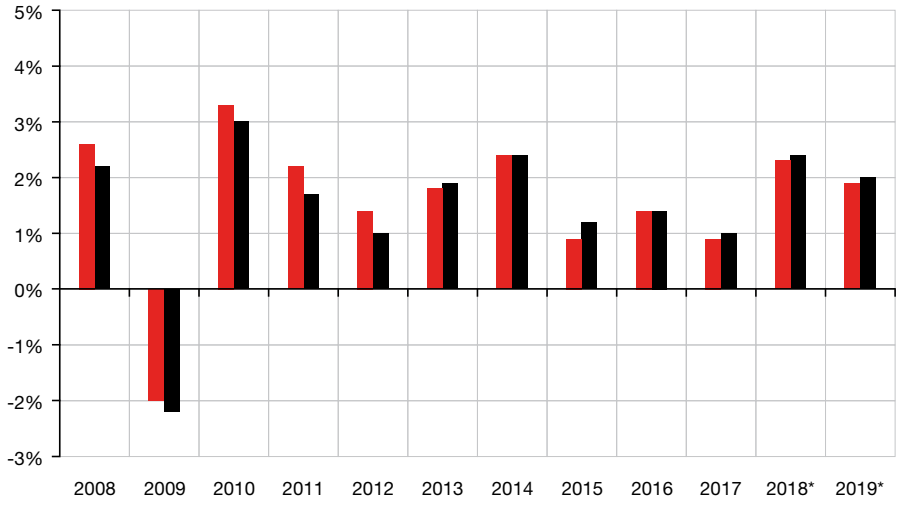
L'an dernier a cependant marqué un tournant. Si le franc s'était déjà un peu déprécié depuis janvier 2015, le mouvement s'est accéléré à partir de l'été 2017. Sur le plan international, la croissance mondiale a retrouvé de la vigueur. En s'approchant de la barre des 4% en 2017, elle a retrouvé un niveau qu'elle n'avait plus connu depuis l'énergique rebond qui a suivi la récession mondiale de 2009. Fait réjouissant: la croissance mondiale est bien répartie et elle est portée aussi bien par les économies émergentes que par les pays industrialisés. De plus, l'économie mondiale devrait maintenir son allure cette année et l'an prochain.

Une certaine prudence reste toutefois de mise, de multiples facteurs de risque étant toujours présents. Il s'agit notamment des incertitudes concernant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, des foyers de tensions géopolitiques, de la normalisation de la politique monétaire aux Etats-Unis et de celle à venir dans la zone euro, ainsi que du risque de guerre commerciale. Un retour de l'incertitude pourrait peser sur la croissance mondiale ou exercer une pression haussière sur le franc.

Evolution comparée des PIB romand et suisse (valeurs réelles)

Evolution annuelle du PIB romand
Evolution annuelle du PIB suisse

*Prévisions



Un quart de l'économie suisse

En termes réels (corrigés de l'inflation, aux prix de 2010), le PIB romand est passé de 160,9 milliards de francs en 2016 à 164,5 milliards en 2017 et, en données nominales, de 157,1 milliards de francs à 159,1 milliards, selon les estimations établies par le CREA. La comparaison avec la Suisse est tendanciellement favorable depuis le début du nouveau millénaire, même si l'écart de croissance s'est resserré depuis la phase aiguë de la crise économique et financière qui a débuté en 2007.

Grâce à cette dynamique, la Suisse romande a augmenté son poids dans l'économie helvétique. La hausse n'est que de l'ordre du dixième ou du centième de pour cent par année, mais la tendance est régulière. Sur dix ans, de 2008 à 2017, ce poids est passé de 23,6% à 23,8%. Durant cette période, le secteur primaire a vu sa valeur ajoutée se replier légèrement en Suisse romande (-0,4% en moyenne par an), un peu plus que sur le plan national (-0,2%). Dans le secondaire (+2,0%) et le tertiaire (+1,6%) romands, les taux de croissance annuels ont été supérieurs ou égaux à la moyenne nationale (+1,5% et +1,6%, respectivement).

En 2017, les PIB romand et suisse ont progressé à des rythmes similaires (+0,9% en Suisse romande et +1,0% en Suisse). Globalement, les effets de la remontée de l'euro et de l'amélioration du climat économique mondial ont été analogues dans la région et sur le plan national. Pour 2017, la croissance romande devrait de nouveau être alignée sur celle de la Suisse (respectivement +2,3% et +2,4%). Il en va de même pour 2018 (+1,9% sur le plan romand et +2,0% en moyenne nationale).

Décomposition sectorielle et par branche du PIB romand (valeurs moyennes 2008-2017, centre = branches, périphérie = secteurs)

Secteur primaire	**1,0 %**
Secteur secondaire	**24,6 %**
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	2,8 %
Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie	6,4 %
Machines, instruments, horlogerie	8,4 %
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,9 %
Construction	5,0 %
Secteur tertiaire	**74,5 %**
Commerce de gros et de détail, réparations	15,8 %
Hôtellerie-restauration	2,0 %
Transports, postes, télécommunications, édition	5,4 %
Activités financières et assurances	8,8 %
Activités immobilières, services aux entreprises	19,2 %
Administration publique, santé, éducation, sports	22,2 %
Autres services	1,1 %

Une reprise reposant sur une large assise à partir de 2018

En 2017, la croissance a principalement été soutenue par les activités manufacturières, en particulier la chimie-pharma, l'industrie des machines et l'horlogerie, qui ont bénéficié de l'amélioration du contexte conjoncturel mondial et de la remontée du cours de l'euro. A l'inverse, le secteur tertiaire a manqué de dynamisme.

Pour 2018 et 2019, la reprise devrait reposer sur une large assise et des impulsions sont attendues aussi bien en provenance du secteur secondaire que du secteur tertiaire. Les activités manufacturières devraient poursuivre sur leur lancée, grâce à un environnement conjoncturel mondial restant favorable et à l'affaiblissement du franc suisse. Au niveau des activités de services, le commerce, les services aux entreprises et les activités immobilières ainsi que les services publics et parapublics devraient soutenir la conjoncture.

Dans la construction, la dynamique reste modérée par rapport aux années précédentes. Pour sa part, l'hôtellerie-restauration a renoué avec la croissance en 2017, après plusieurs années difficiles en raison de la force du franc et de la faiblesse de l'économie dans de nombreux pays de provenance des hôtes. Les perspectives restent modérément positives pour cette année et l'an prochain.

En l'absence de nouveau choc en 2017, la situation s'est également améliorée dans les services financiers et l'activité devrait continuer de progresser dans cette branche en 2018 et 2019. Dans les transports et communications, un rebond de l'activité est attendu en 2018, après quelques années moroses, et les perspectives sont modérément favorables pour 2019.

Evolutions et tendances pour les principales branches

	Evolutions sectorielles 2017	**Tendances sectorielles 2018**	**Tendances sectorielles 2019**
>2,5%	Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie... Hôtellerie-restauration Machines, instruments, horlogerie...	Commerce de gros et de détail, réparations... Activités immobilières, services aux entreprises...	Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie... Machines, instruments, horlogerie...
1,6% à 2,5%	Activités financières et assurances	Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie... Administration publique, santé, éducation, sports... Machines, instruments, horlogerie... Construction Activités financières et assurances Transports, postes et télécommunications, édition	Commerce de gros et de détail, réparations... Hôtellerie-restauration Activités immobilières, services aux entreprises...
0,1% à 1,5%	Secteur primaire Activités immobilières, services aux entreprises... Construction Production et distribution d'électricité et d'eau Administration publique, santé, éducation, sports...	Hôtellerie-restauration Alimentation, textile, cuir, bois, papier Secteur primaire	Activités financières et assurances Administration publique, santé, éducation, sports... Construction Transports, postes et télécommunications, édition Alimentation, textile, cuir, bois, papier
<0%	Alimentation, textile, cuir, bois, papier Transports, postes et télécommunications, édition Commerce de gros et de détail, réparations...	Production et distribution d'électricité et d'eau	Secteur primaire Production et distribution d'électricité et d'eau

Source: CREA

La Suisse romande et la Stratégie énergétique 2050

Première centrale fermée en 2019

«La Stratégie énergétique 2050 vise notamment à réduire la consommation d'électricité et d'énergie finale, à accroître la part des énergies renouvelables et à réduire les émissions de CO_2, sans mettre en péril ni la sécurité d'approvisionnement élevée dont la Suisse a bénéficié jusqu'à présent ni le caractère peu coûteux de l'approvisionnement énergétique en Suisse.»

Même sans la mention de l'abandon du nucléaire, la description de la transition énergétique figurant au début du message relatif à la révision de la Loi sur l'énergie, adressé en 2013 par le Conseil fédéral au Parlement, est limpide. Accepté en votation en mai 2017, le texte est en vigueur depuis le 1er janvier 2018 et la première mise hors service d'une centrale nucléaire, Mühleberg, est agendée pour 2019.

Cependant, la mise en œuvre pose de nombreuses questions. Les buts de la Stratégie énergétique 2050 sont ambitieux. Par rapport à la consommation d'énergie en 2015, la baisse visée d'ici à 2050 est d'environ 50%. Les émissions de CO_2 doivent quant à elles reculer de quelque 70% en un peu plus de trente ans. Une source d'énergie doit donc être abandonnée, l'atome, et l'usage d'une autre fortement restreint, les combustibles fossiles. Comment y parvenir tout en maintenant notre niveau de confort et la prospérité du pays?

Une partie du chemin devrait être faite grâce aux initiatives en cours, au progrès technologique et à l'évolution des normes, notamment dans la construction. Selon la société d'études économiques Prognos, sans la Stratégie énergétique 2050, la consommation d'énergie pourrait déjà baisser de 22% d'ici à 2050 et les émissions de CO_2 de 25%. Des chiffres qui sont cependant en deçà des objectifs.

Une accélération de la diffusion des énergies renouvelables ainsi qu'une limitation des déperditions et une utilisation plus efficace des ressources énergétiques sont donc nécessaires. En outre, il est indispensable que d'autres pays s'engagent dans une voie similaire et que la recherche permette à la technologie de progresser pour faciliter la transition.

In fine, des études indiquent que, sous certaines conditions, la transition énergétique est possible à l'échelle de la Suisse. Mais qu'en est-il de la Suisse romande? Pour en savoir plus, les Banques cantonales romandes ont demandé au Centre Energie de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) de chiffrer les conséquences de la transition énergétique pour la région.

Evolution de la consommation d'énergie en Suisse

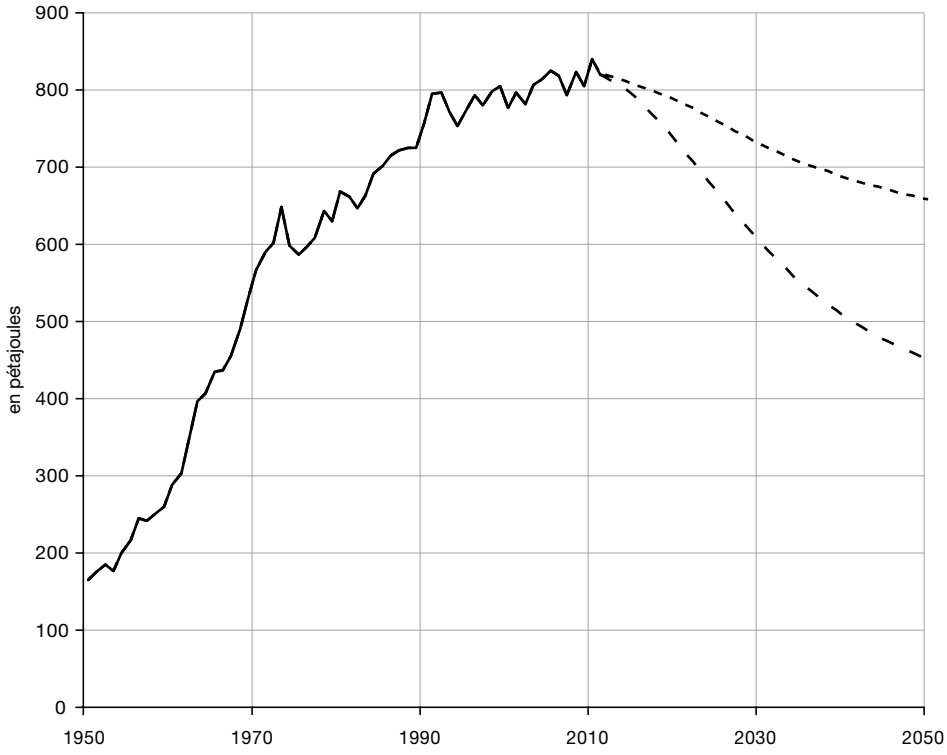
— Consommation finale 1950-2011

– – Consommation finale selon la Stratégie énergétique 2050

- - - Consommation finale sans la Stratégie énergétique 2050 (poursuite des tendances actuelles)

En pétajoules
Sans le trafic aérien international ni différence statistique

Source: Prognos, 2012

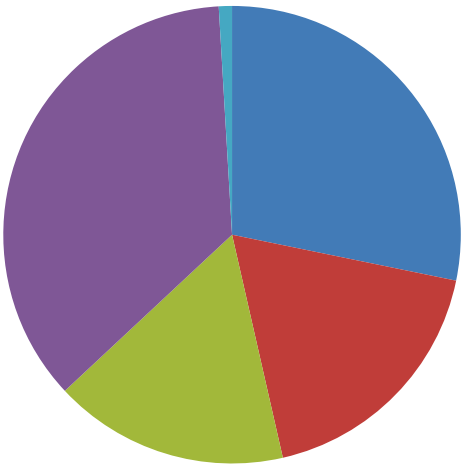


Objectifs réalistes pour la Suisse romande

En résumé, les conclusions du Centre Energie sont positives: les objectifs de la transition énergétique sont réalistes pour la Suisse romande également. A certaines nuances près, les enjeux sont sensiblement les mêmes que pour l'ensemble du pays.

Les grandes économies seront donc à chercher auprès des principales catégories de consommateurs. Aujourd'hui, schématiquement, un tiers de l'énergie consommée en Suisse est utilisée dans les transports de marchandises et de personnes, un autre tiers pour le chauffage et le dernier afin de produire de l'eau chaude sanitaire et de la chaleur pour l'industrie ainsi que pour alimenter nos lampes et appareils électriques et électroniques. De la même manière, les besoins en énergie se répartissent entre les transports, les ménages, l'industrie et les services.

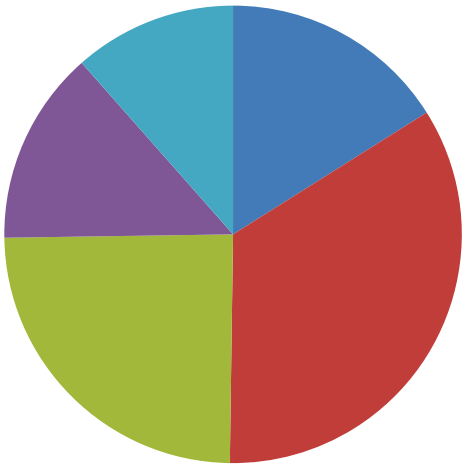
Consommation finale d'énergie en 2016 en Suisse selon les groupes de consommateurs



Source: Office fédéral de l'énergie

En ce qui concerne les source d'énergie, les énergies fossiles en représentent aujourd'hui les deux tiers, le nucléaire 8%, l'hydroélectrique 14% et la biomasse (bois, résidus agricoles, boues d'épuration et part organique des déchets municipaux, qui permettent de produire de l'électricité, de la chaleur et du carburant) près de 6%. Le reste se partage entre les pompes à la chaleur, le solaire, l'éolien et… les importations de courant en hiver.

Consommation finale d'énergie en 2016 en Suisse selon les agents énergétiques



Source: Office fédéral de l'énergie

Triple défi

La transition énergétique consiste donc à trouver une réponse à un triple défi: consommer moins, produire autrement et consommer mieux.

Consommer moins

En termes de sources d'énergie, il faudra d'abord se passer à terme des 8% d'énergie d'origine nucléaire. Les cinq réacteurs du pays seront exploités tant que leur sécurité sera garantie, mais ils seront mis hors service ensuite sans être remplacés. Ainsi, la décision de fermer la centrale de Mühleberg s'explique par les perspectives de rentabilité incertaines des investissements qui auraient été nécessaires pour prolonger son exploitation au-delà de 2019. La mise hors service des autres réacteurs (Beznau I et II, Gösgen et Leibstadt) devrait s'échelonner sur un quart de siècle.

Ensuite, la consommation d'énergies fossiles doit être fortement réduite, de 70% d'ici 2050. Cela concerne en particulier le mazout et les carburants utilisés dans les transports, ainsi que, dans une moindre mesure, le gaz naturel.

Produire autrement

Une partie de la baisse de l'offre dans les énergies nucléaires et fossiles doit être remplacée par de l'électricité d'origine non nucléaire. Si l'usage de centrales à gaz et les importations sont des options, l'effort doit surtout porter sur les énergies renouvelables, dont la production doit doubler. Les principales sources résident dans les énergies solaire, éolienne, hydraulique et géothermique, ainsi que dans la biomasse. Elles permettent de produire de la chaleur ou de l'électricité, voire les deux à la fois (cogénération).

Dans les transports, l'électrification, complétée par les biocarburants, le biogaz, voire les piles à combustible, sont appelés à remplacer en grande partie la benzine et le diesel. Pour la génération de chaleur, que cela concerne le chauffage de l'eau ou de locaux, le mazout doit en grande partie céder la place à la chaleur provenant de la cogénération (centralisée ou non), ainsi qu'aux pompes à chaleur, au solaire thermique ou à la combustion de matières végétales (biomasse).

Consommer mieux

Il reste que les alternatives ne combleront pas la baisse de l'énergie disponible. Le reste doit être économisé, grâce à une meilleure efficacité énergétique. Il s'agit de réduire les déperditions et de privilégier les technologies les plus efficaces, par exemple en isolant les bâtiments ou en optimisant les processus industriels. En ce qui concerne la mobilité, le report vers la mobilité douce et surtout vers les transports publics constitue un défi important, ne serait-ce que parce que la part des transports en commun dans les déplacements devrait augmenter de moitié, selon les objectifs de la Stratégie énergétique 2050.

Selon cette dernière, le potentiel d'économie correspond à la moitié de la consommation en Suisse. Les principales contributions sont à rechercher dans les bâtiments (55%), l'industrie (30%), les transports (10%) et les services (5%). D'ailleurs, diverses mesures d'efficacité énergétique ont déjà fait diminuer la consommation d'énergie finale par personne de près de 2% depuis 2001.

La Suisse romande se distingue par son parc de logements

Les calculs pour la Suisse romande réalisés par le Centre Energie de l'EPFL ont été effectués avec le calculateur énergétique Swiss-Energyscope (disponible notamment via www.energyscope.ch), conçu par cet institut et le groupe Processus industriels et ingénierie des systèmes énergétiques de l'EPFL, en y intégrant des données propres à la région romande. Ce calculateur se base sur les simulations de la société d'études économiques Prognos et détaille les conséquences sur la consommation d'énergie en Suisse des objectifs de la Stratégie énergétique 2050.

Parmi les différences entre la Suisse romande et la Suisse, il y a notamment un parc de logements plus ancien, une part des trajets en transport motorisé privé plus élevée dans la région (71%) qu'en moyenne suisse (66%) et une utilisation moins fréquente des transports publics (respectivement 20% et 24%). En revanche, en termes de consommation d'énergie, le parc de logements romands s'améliore plus rapidement que la moyenne suisse.

Effort un peu moins important pour la Suisse romande

Ainsi, selon le modèle du Centre Energie, l'effort pour la Suisse romande devrait être un peu moins important que pour la Suisse dans son ensemble. La baisse de la consommation par habitant d'ici à 2050, nécessaire pour satisfaire les objectifs de la Stratégie énergétique, est de -53%, contre -58% pour la Suisse.

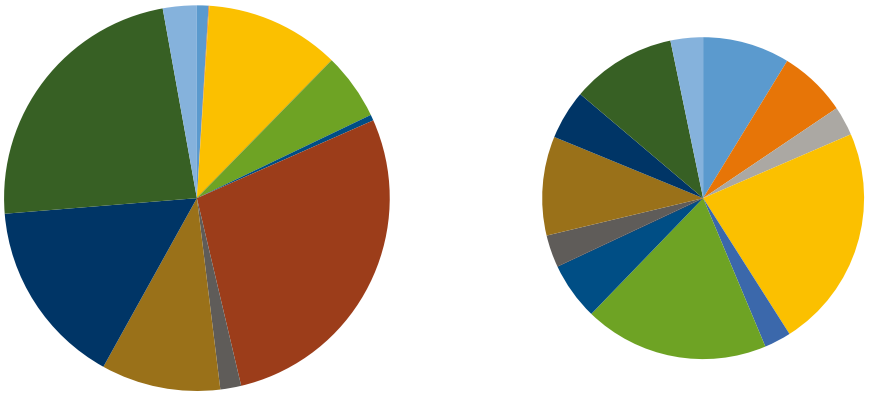
Cela s'explique par plusieurs facteurs. D'une part, la consommation par habitant est un peu plus basse en Suisse romande que dans l'ensemble de la Suisse, du fait d'un climat un peu plus clément et d'une industrie plus légère. En outre, on observe de ce côté de la Sarine une accélération dans le renouvellement et la rénovation des bâtiments.

Evolution des sources d'énergie utilisées en Suisse romande

- Pompe à chaleur: + 531%
- Photovoltaïque: +8 681%
- Eolien: +15 832%
- Hydroélectrique: + 39%
- Géothermie: N/A
- Biomasse: + 132%
- Solaire thermique: + 718%
- Combustiles nucléaires: - 100%
- Import d'électricité: + 29%
- Gaz naturel: - 31%
- Mazout: - 78%
- Carburants: - 69%
- Autres fossiles: - 20%

Total: - 30%

Source: Centre Energie



2015 **2050**

Efforts répartis dans tous les domaines

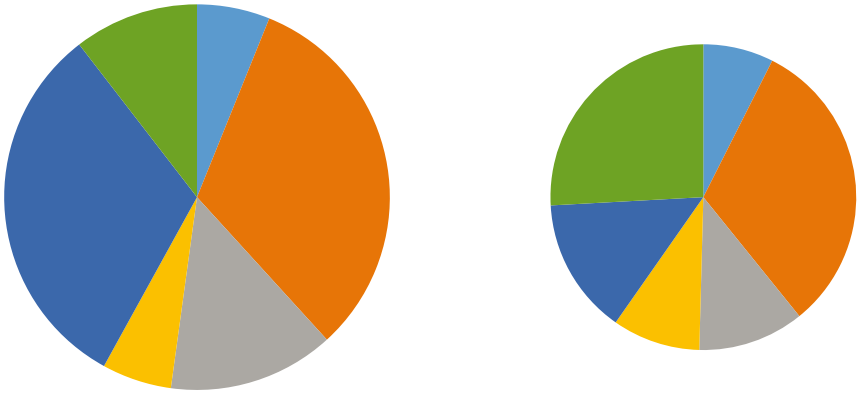
Pratiquement toutes les utilisations sont concernées par la transition énergétique. La consommation d'énergie devrait baisser dans les transports, l'industrie et le chauffage (eau sanitaire et locaux). Globalement, la part de l'électricité dans la consommation va fortement augmenter en Suisse romande, de 25% aujourd'hui à près de 45% en 2050, celle-ci étant amenée à remplacer en partie les énergies fossiles.

Evolution de l'énergie utilisée en Suisse romande

- Chaleur perdue: - 24%
- Transports: - 38%
- Industrie: - 49%
- Eau chaude: -
- Chauffage: - 71%
- Autres: + 55%

Total: - 37%

Source: Centre Energie



2015 2050

Baisse par habitant plus marquée

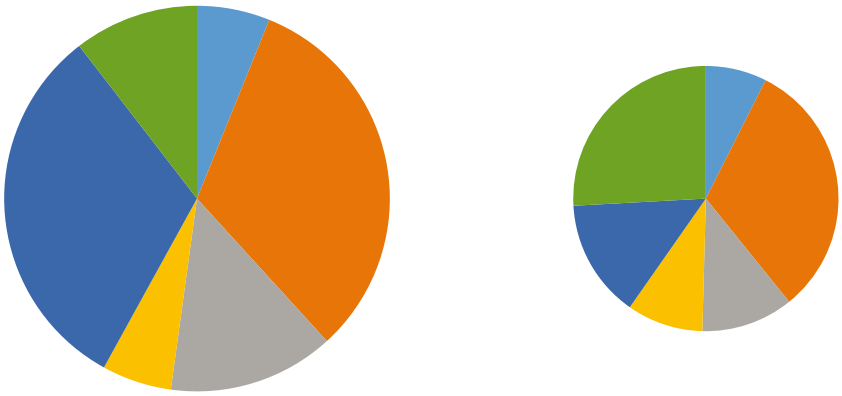
Du fait de la hausse de la population, l'évolution par habitant est plus marquée : -53% de baisse attendue de la consommation par personne en Suisse romande contre -37% pour l'ensemble de l'économie de la région.

Evolution de l'énergie utilisée par habitant en Suisse romande

- Chaleur perdue: - 42%
- Transports: - 53%
- Industrie: - 62%
- Eau chaude: - 25%
- Chauffage: - 78%
- Autres: + 17%

Total: - 53%

Source: Centre Energie



2015 2050

Progression de l'emploi dans les transports publics et le bâtiment

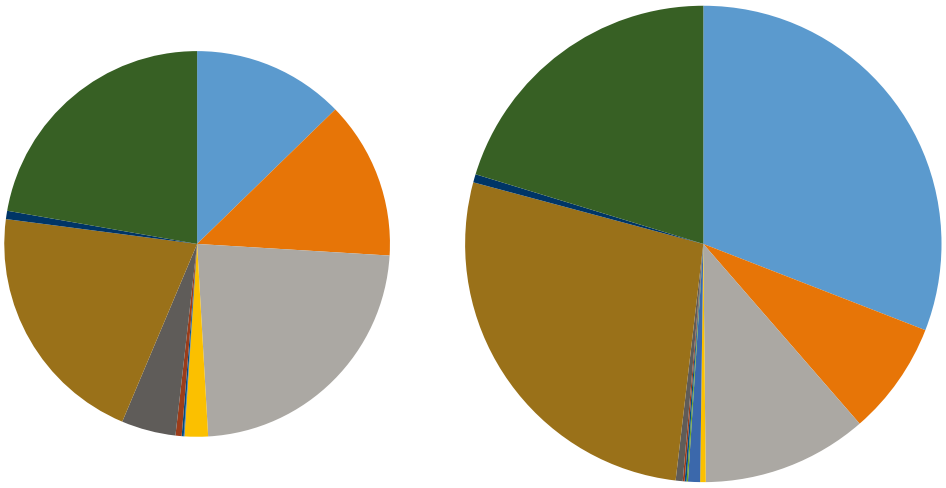
Si les effets globaux de la nouvelle politique énergétique sur l'économie sont difficiles à estimer, il semble au moins qu'elle ait un effet net positif sur l'emploi dans le secteur de l'énergie et dans des activités directement liées, notamment les transports. Ainsi le nombre d'emplois dans ces domaines pourrait augmenter de moitié. En particulier, le nombre d'emplois devrait fortement augmenter dans les transports publics, de même que dans la rénovation de bâtiments et les installations de chauffage. A l'inverse, le commerce de carburant et la réparation et la maintenance de véhicules pourraient perdre en importance.

Evolution de l'emploi dans le secteur de l'énergie et dans les activités directement liées en Suisse romande

- Transports publics: + 271%
- Transport de marchandises: - 11%
- Commerce et réparation de véhicules: - 26%
- Hydroélectrique: - 71%
- Solaire photovoltaïque: +2 122%
- Eolien: +2 122%
- Autres énergies renouvelables: + 14%
- Industrie fossile: - 63%
- Commerce et distribution d'électricité: - 84%
- Bâtiment et chauffage: + 101%
- Procédés industriels: + 23%
- Emploi indirect: + 39%

Total: + 53%

Source: Centre Energie



60% de CO_2 en moins

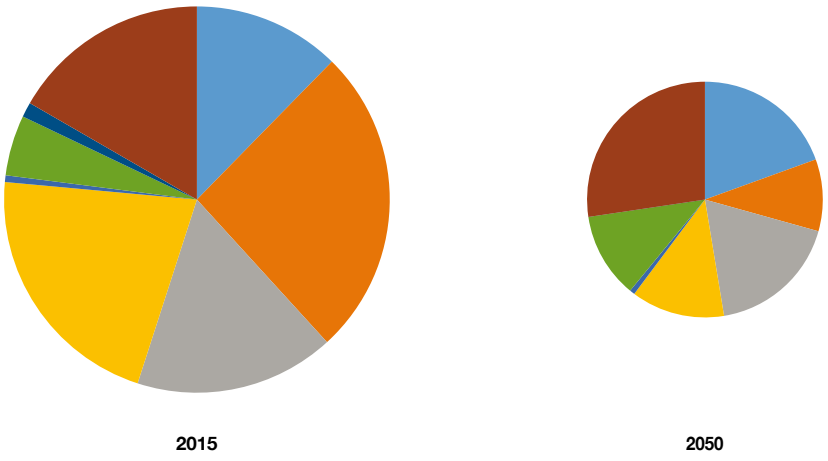
La baisse de la consommation de mazout, d'essence et de diesel devrait à elle seule permettre une baisse de plus de la moitié des émissions de CO_2 en Suisse romande d'ici à 2050. Au total, celles-ci devraient baisser de 63%. Par habitant, du fait de l'augmentation de la population, la baisse globale est plus importante: -72%.

Evolution des émissions de CO_2 en Suisse romande

- Gaz naturel: - 41%
- Mazout: - 86%
- Diesel: - 60%
- Essence: - 78%
- Kérosène: - 53%
- Déchets: - 14%
- Charbon: - 100%
- CO_2 Indirect: - 39%

Total: - 63%

Source: Centre Energie



Plus d'investissements, mais moins de dépenses énergétiques

Une des conséquences, pour chaque Romand, est une légère baisse à terme des dépenses annuelles liées à l'énergie (-4%). Les investissements dans l'efficacité énergétique seraient alors compensés par une baisse des dépenses liées à l'achat d'agents énergétiques. Cette baisse serait le fait du recul de la consommation ainsi que de celui du coût des énergies renouvelables, appelées à se substituer aux énergies fossiles.

Soutien des montres et des instruments de précision

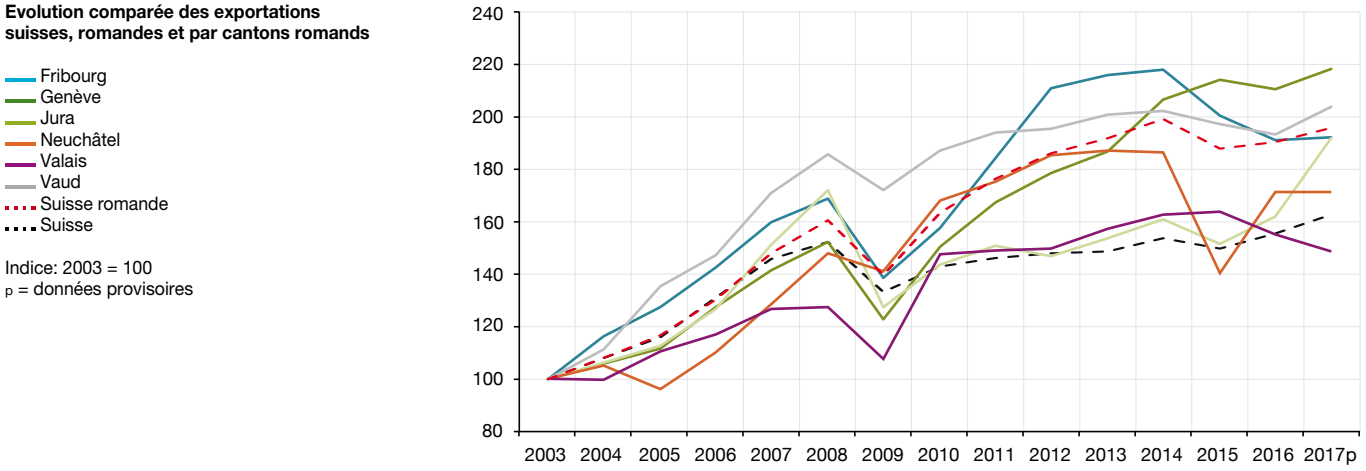
Hausse des exportations de 2,8%

La reprise de l'économie romande s'observe également dans ses exportations. Après un premier rebond en 2016, à la suite d'une chute en 2015 liée à l'abandon du cours plancher de l'euro par rapport au franc, les ventes à l'étranger de produits romands sont à nouveau remontées en 2017 de 2,8%. Elles se rapprochaient ainsi du niveau record atteint en 2014.

La hausse a été alimentée par les exportations de montres et d'instruments de précision (+2,6%), ainsi que d'ouvrages métalliques (+14,6%), de machines (+5,8%) et de produits des industries alimentaires (+6,2%). A l'inverse, les ventes de la chimie-pharma se sont légèrement repliées (-0,7%), malgré le soutien de certains marchés.

Parmi les principaux débouchés des produits romands, les marchés les plus porteurs ont été l'Europe (+5,7%) et l'Asie (+3,1%). En revanche, les ventes en Amérique du Nord et au Moyen-Orient ont été plus faibles, en raison notamment d'un repli des exportations vers ces régions de produits chimiques et pharmaceutiques. Cette baisse pourrait cependant être liée à un changement du lieu de déclaration pour l'expédition d'une partie des marchandises.

Evolution comparée des exportations suisses, romandes et par cantons romands



Indice: 2003 = 100
p = données provisoires

Exportations par habitant

En francs courants,
classement selon les données 2017

p = données provisoires

	2015	2016	2017p
Neuchâtel	45 965	55 998	56 197
Genève	39 815	38 776	39 734
Fribourg	29 497	27 722	27 605
Vaud	17 386	16 794	17 527
Jura	14 732	15 664	18 530
Valais	9 758	9 150	8 706
Suisse romande	**25 253**	**25 289**	**25 776**
Suisse	**24 368**	**24 998**	**25 987**

PIB 2017 ainsi que prévisions 2018 et 2019 par secteurs et par branche

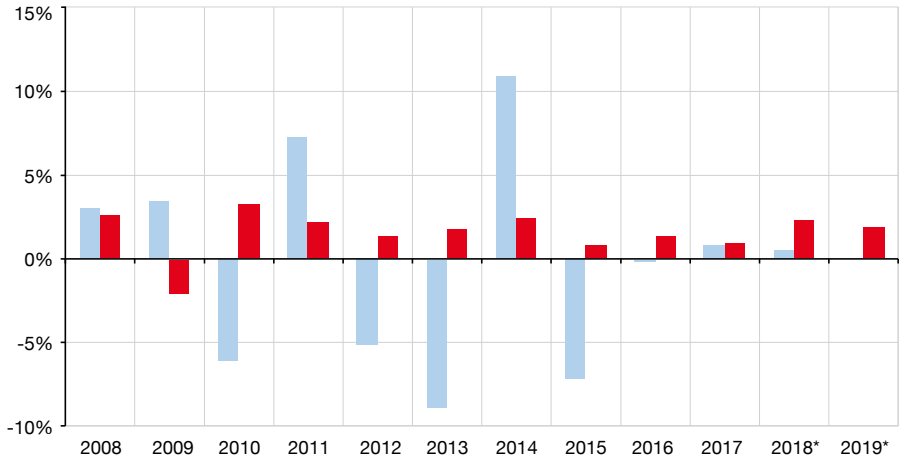
Primaire: le gel printanier pèse sur la viticulture

L'année agricole 2017 a mal débuté. Le gel de mi-avril, survenant après un début de printemps doux, a fait des ravages sur les arbres fruitiers, ce qui a fortement pesé sur la production de fruits, de raisin et de vin dans la plupart des cantons romands. Le climat a été plus clément durant les mois qui ont suivi. L'été a même été le 3e plus chaud depuis le début des mesures en 1864, a relevé Météosuisse. Cela a permis à la production des grandes cultures de retrouver un niveau normal, après une chute en 2016. Quant aux revenus de la production animale, ils sont restés stables. Ainsi, la baisse des revenus dans la production fruitière a pu être presque totalement compensée. Au final, la valeur ajoutée de la branche a très légèrement progressé en 2017, de 0,8%. Une stagnation est attendue en 2018 (+0,5%) comme en 2019 (0,0%).

Evolution comparée du secteur primaire et du PIB romand (valeurs réelles)

Secteur primaire
Suisse romande

*Prévisions



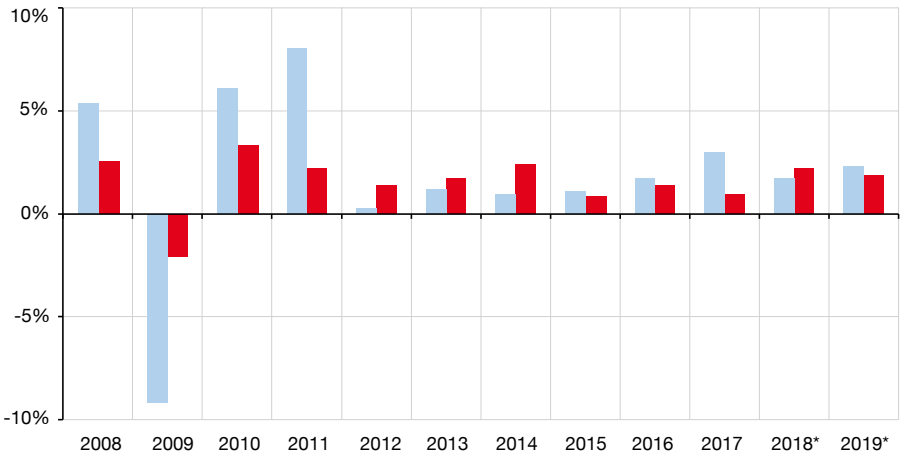
Secondaire: les bénéfices de l'amélioration de la conjoncture mondiale

Le secondaire romand a connu une sorte de renouveau. Après avoir stagné à un peu plus de 1% en moyenne entre 2012 et 2016, la croissance dans ce secteur est remontée à 3,0% en 2017, plus qu'anticipé initialement. Sur fond de raffermissement de la conjoncture mondiale et d'affaiblissement du franc, cela s'explique par l'amélioration de la santé de l'horlogerie et de l'industrie des machines, combinée à une activité toujours robuste dans la chimie-pharma. La bonne tenue du secondaire a même compensé la morosité observée dans le tertiaire l'an dernier. Le contexte économique restant porteur, les prévisions sont favorables pour 2018 et 2019. Une croissance robuste, quoique marquant une légère perte de dynamisme, est attendue cette année (+1,7%) comme l'an prochain (+2,4%) dans le secondaire.

Evolution comparée du secteur secondaire et du PIB romand (valeurs réelles)

Secteur secondaire
Suisse romande

*Prévisions



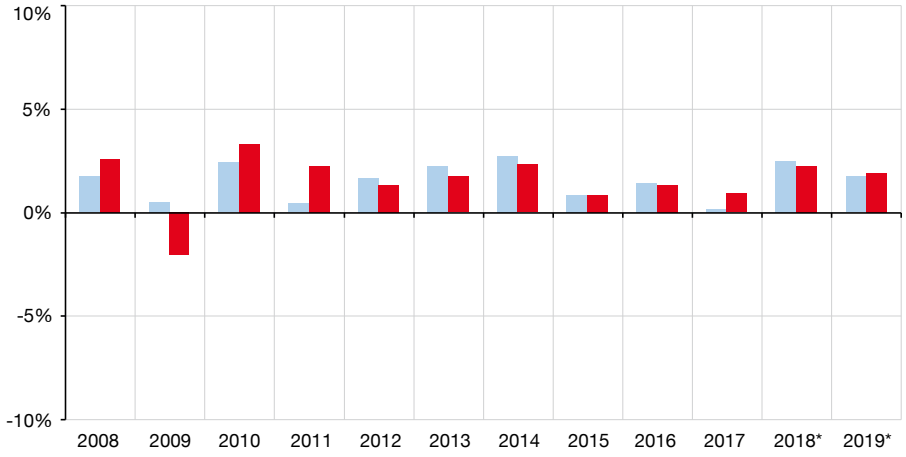
Tertiaire: plusieurs facteurs freinent l'activité

Malgré la bonne tenue de l'économie intérieure, le secteur tertiaire a stagné en 2017, avec une croissance de 0,2%. Plusieurs facteurs sont en cause, notamment le manque d'entrain dans plusieurs activités de services (en particulier les services aux entreprises, le commerce et les transports). La prise en compte dans le PIB des droits de retransmission et de licence sur les grands événements sportifs internationaux, du fait de la présence dans la région de la plupart des organisations sportives, a aussi joué un rôle: si l'impact a été positif pour 2016, il a été négatif en 2017. L'impulsion due au rebond des services financiers et de l'hôtellerie-restauration n'a pas été suffisante pour inverser la tendance. Pour 2018 et 2019, les voyants sont au vert: la croissance devrait remonter à 2,5% cette année dans le tertiaire, avant de se replier légèrement à 1,8% l'an prochain.

Evolution comparée du secteur tertiaire et du PIB romand (valeurs réelles)

Secteur tertiaire
Suisse romande

*Prévisions



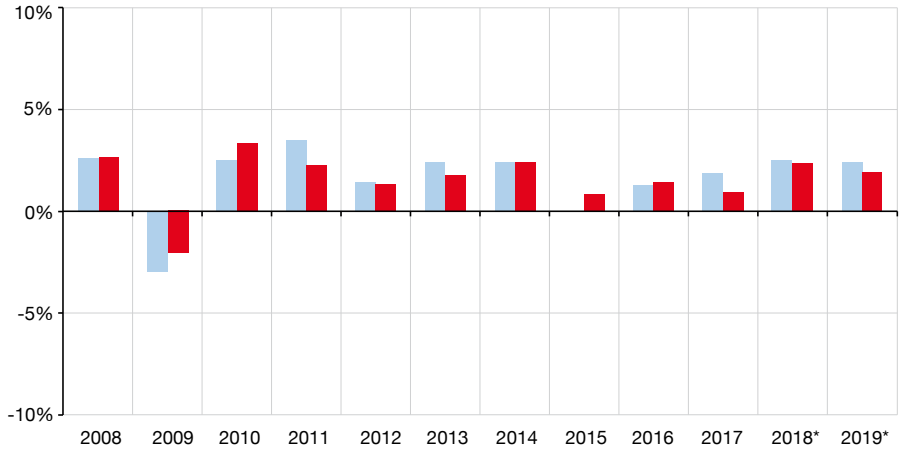
Quaternaire: traditionnel facteur de soutien

Dans le climat conjoncturel contrasté de 2017, le secteur quaternaire, c'est-à-dire les domaines des secteurs secondaire et tertiaire dans lesquels le savoir-faire, l'innovation et la valeur ajoutée sont déterminants, a continué de jouer son rôle de facteur de soutien. Aussi bien tournées vers les exportations que vers la demande intérieure, les branches des moyennes et hautes technologies et industries du savoir ont vu leur valeur ajoutée progresser sensiblement plus rapidement (+1,8%) que celle de l'ensemble de l'économie romande. La principale impulsion est venue de l'industrie manufacturière, plus précisément de la chimie-pharma ainsi que de l'horlogerie et de l'industrie des machines. Grâce au retour du soutien des activités de service qui le composent, la croissance du quaternaire devrait s'accélérer à 2,5% en 2018 et se poursuivre à un rythme similaire (+2,4%) en 2019.

Evolution comparée du secteur quaternaire et du PIB romand (valeurs réelles)

Branches des moyennes et hautes technologies et industries du savoir
Suisse romande

*Prévisions



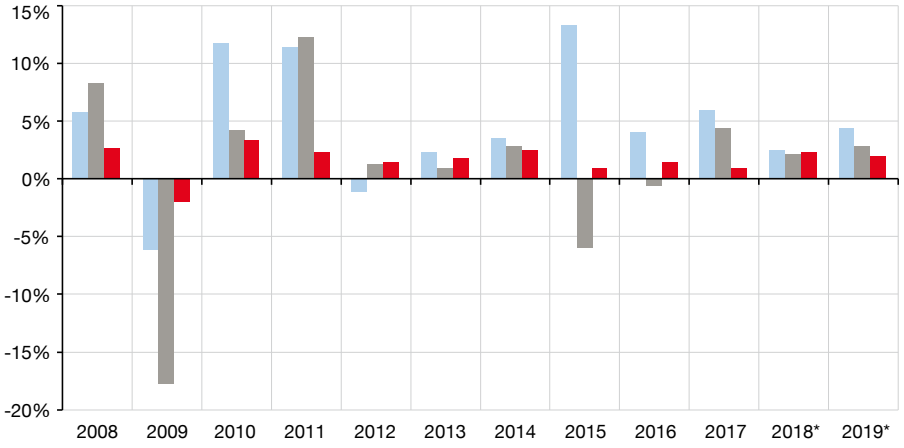
Branches industrielles: redémarrage de l'horlogerie et des machines

L'année 2017 a été marquée par le retour en forme de l'horlogerie et de l'industrie des machines, dont la croissance est repassée en zone positive, à 4,3%. Cette branche a notamment bénéficié de l'amélioration du climat conjoncturel mondial et de l'affaiblissement du franc par rapport à l'euro. La progression de l'activité est restée robuste dans la chimie-pharma (+5,9%). Quant à l'industrie alimentaire (non représentée sur le graphique), elle a connu un passage à vide, avec un recul de 0,4%. Cette année et l'an prochain s'annoncent favorables. L'horlogerie et l'industrie des machines devraient continuer sur leur élan, avec une croissance de 2,0% en 2018 et de 2,8% en 2019. Dans la chimie-pharma, une légère baisse de régime est attendue cette année (+2,4%) avant une nouvelle accélération l'an prochain (+4,3%). Dans l'industrie alimentaire, les prévisions vont dans le sens d'une croissance mesurée, de respectivement 0,7% et 0,8%.

Evolution comparée des branches industrielles et du PIB romand (valeurs réelles)

Chimie, pharma
Machines, instruments, horlogerie
Suisse romande

*Prévisions



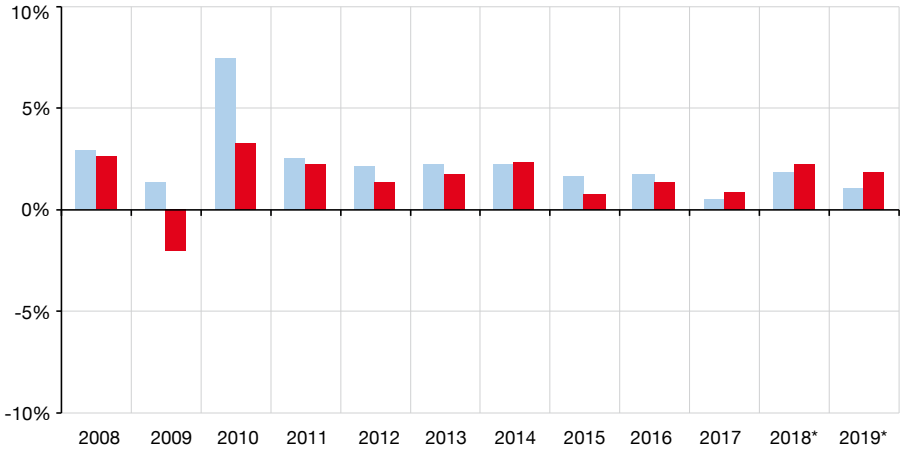
Affaiblissement provisoire dans la construction

La construction a vu sa croissance ralentir à 0,5% en 2017. Selon les sondages de la Société suisse des entrepreneurs (SSE), l'activité s'inscrit à un niveau élevé sur le plan suisse, mais les entrées de commandes ralentissent. Les perspectives sont mitigées. D'un côté, de nombreux immeubles locatifs sortent de terre, alors que les taux de logements vacants augmentent dans certaines régions et que la dynamique démographique se tasse. De l'autre, même si un léger recul des chiffres d'affaires est possible cette année, l'activité devrait demeurer robuste et certaines régions connaissent encore des taux de logements vacants bas. La branche aborde donc 2018 et 2019 avec prudence. Sa valeur ajoutée pourrait ainsi progresser à un rythme plus dynamique - mais pas euphorique - cette année (+1,9%) et l'an prochain (+1,1%).

Evolution comparée de la construction et du PIB romand (valeurs réelles)

Construction
Suisse romande

*Prévisions



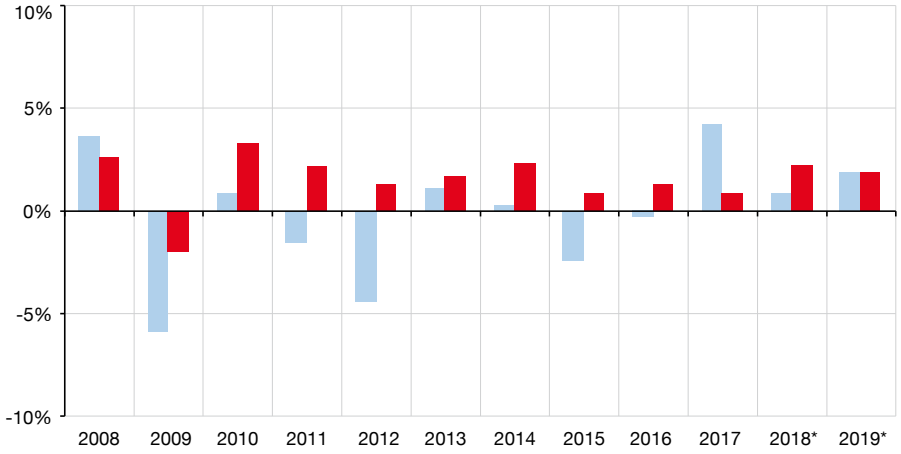
L'hôtellerie-restauration retrouve le sourire

Après plusieurs années tendues, l'hôtellerie-restauration a renoué avec la croissance en 2017. Grâce à un rebond de 4,7% des nuitées, la valeur ajoutée de la branche est remontée de 4,3%. En particulier, les hôtes des pays voisins, Allemagne, France et Italie, ont retrouvé le chemin des hôtels romands, selon les données de l'Office fédéral de la statistique. Les hôtes provenant d'Asie et de Russie ont également été plus nombreux, de même que les Confédérés. A l'inverse, confrontés aux incertitudes liées au Brexit et à l'affaiblissement de la livre, les Britanniques se sont faits plus rares. Dans la restauration, la situation est restée difficile, en raison d'un climat de consommation toujours un peu morose et du changement des habitudes de consommation. Globalement, les perspectives sont bonnes, mais l'hôtellerie-restauration ne devrait pas rééditer cette année ou l'an prochain son exploit de 2017, avec une croissance attendue de 0,9% en 2018 et de 1,9% en 2019.

Evolution comparée de l'hôtellerie et de la restauration et du PIB romand (valeurs réelles)

Hôtellerie-restauration
Suisse romande

*Prévisions



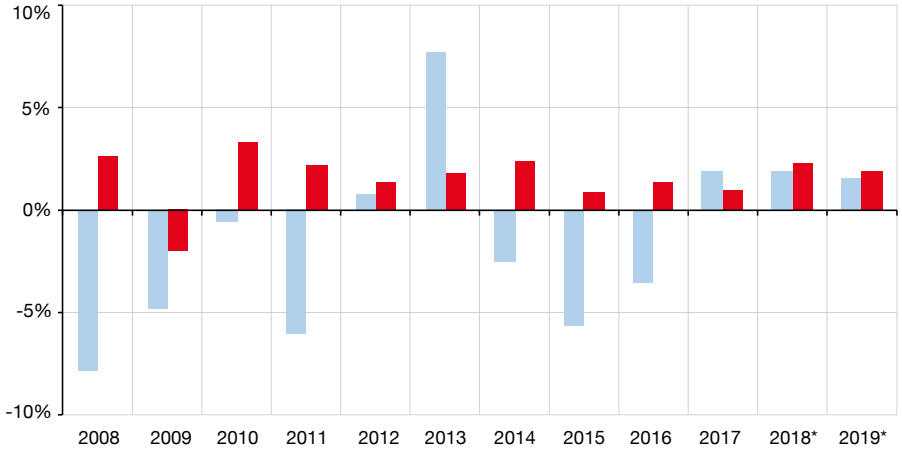
Rebond des services financiers

Les services financiers sont repassés en zone positive, avec une croissance de 1,9% en 2017. Les défis sont restés importants pour la branche, notamment la pression sur les marges des banques et des assurances, due au maintien par la Banque nationale suisse (BNS) de taux d'intérêt négatifs, la poursuite de la densification du cadre réglementaire ou la mise en œuvre de l'échange automatique de renseignements fiscaux. A l'inverse, le climat conjoncturel est resté clément et aucun nouveau choc n'est venu déstabiliser les marchés financiers. Les perspectives restent mitigées, ne serait-ce que parce qu'il est difficile de prévoir quand la BNS pourra renoncer aux taux négatifs sans provoquer un nouvel envol du franc. Pour 2018 et 2019, les prévisions portent sur une croissance mesurée de la branche, de 1,8% et 1,5%.

Evolution comparée des services financiers et du PIB romand (valeurs réelles)

Activités financières et assurances
Suisse romande

*Prévisions



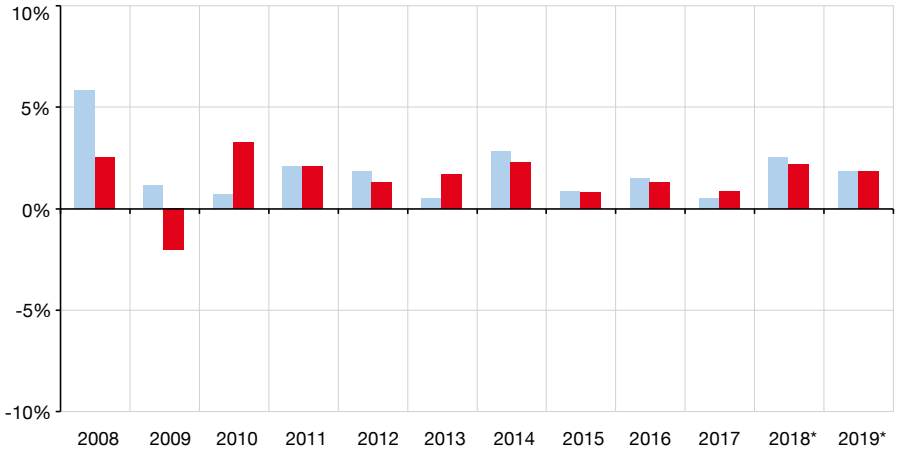
Services aux entreprises: fléchissement de la dynamique

Les services aux entreprises et les activités immobilières n'ont pas échappé à la morosité observée dans plusieurs branches du secteur tertiaire. Avec une hausse de la valeur ajoutée limitée à 0,6% en 2017, ils se sont montrés sensibles à une conjoncture domestique peu dynamique, à la prudence des entreprises, au fléchissement de l'implantation ou du développement d'activités d'entreprises internationales ou encore au ralentissement du marché de l'immobilier en propriété individuelle dans plusieurs régions. Les incertitudes sur la fiscalité des entreprises, après le refus en votation fédérale de la troisième réforme de ce domaine, ont vraisemblablement aussi joué un rôle, malgré des avancées dans certains cantons. Une embellie se dessine cependant à l'horizon, avec une croissance attendue de 2,6% en 2018 et de 1,9% en 2019.

Evolution comparée des services aux entreprises et du PIB romand (valeurs réelles)

Services aux entreprises
Suisse romande

*Prévisions



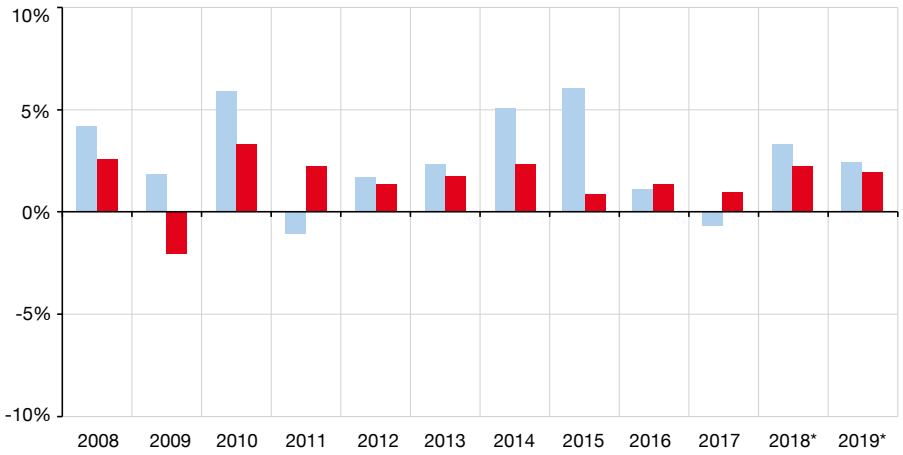
Commerce: amélioration en vue

Avec l'affaiblissement du cours du franc, la pression sur les prix et les marges dans le commerce de détail et la concurrence du tourisme d'achat se sont allégées. En revanche, dans plusieurs domaines, tels que l'habillement, les biens culturels ou l'électronique, les changements des habitudes d'achat et le développement du commerce en ligne continuent d'entraîner une mutation structurelle de la branche. De plus, la conjoncture s'est montrée quelque peu morose en 2017. L'an dernier n'a donc pas été un bon millésime pour le commerce, avec un repli de la valeur ajoutée de 0,7%. Grâce à l'amélioration de la conjoncture, la situation devrait se détendre dans la branche et la croissance s'inscrire à 3,3% cette année et à 2,4% l'an prochain.

Evolution comparée du commerce de gros et de détail et du PIB romand (valeurs réelles)

Commerce de gros et de détail
Suisse romande

*Prévisions



PIB 2017 ainsi que prévisions 2018 et 2019 en perspective cantonale

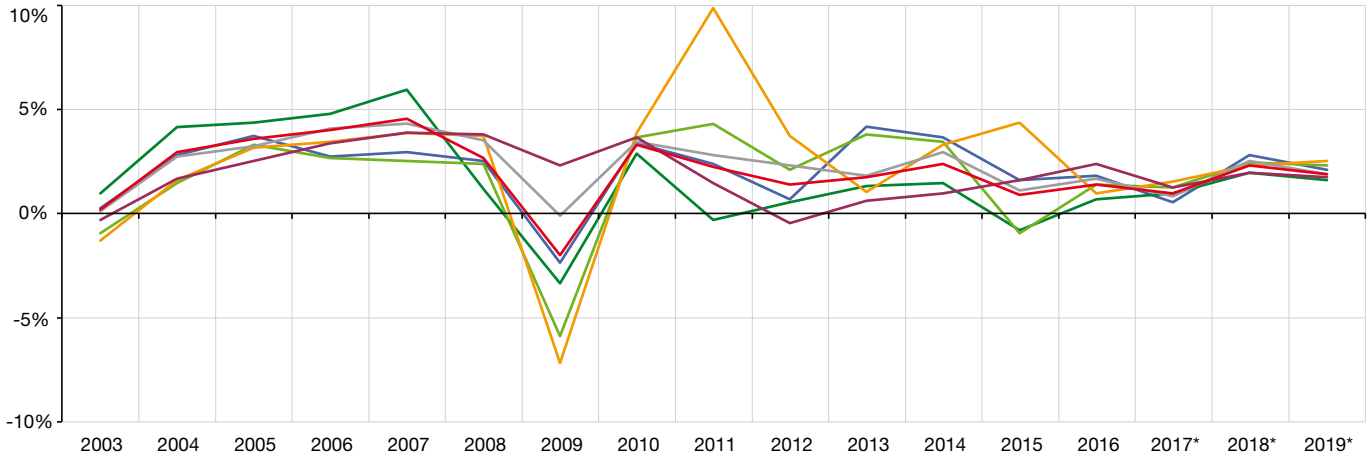
Evolutions en parallèle. Ou presque

Certains cantons romands ont vu leur dynamique s'accélérer en 2017 - ceux qui abritent un secteur secondaire important ont notamment bénéficié de l'amélioration de l'activité dans ce dernier -, alors que, dans d'autres, le PIB a progressé à une cadence moins élevée que l'année précédente. Ces quelques divergences mises à part, les rythmes de croissance se sont inscrits dans une fourchette étroite, entre 0,5% et 1,5%.

Cette année, la conjoncture devrait s'améliorer dans les six cantons romands, grâce aux bonnes perspectives, aussi bien dans les domaines industriels que dans les activités de service. Avec des rythmes de croissance allant de 1,9% à 2,8%, soit affichant un écart toujours bas, la reprise est largement partagée.

L'évolution presque parallèle des cantons romands devrait se poursuivre en 2019. Un léger fléchissement est toutefois attendu et les rythmes de croissance s'échelonneront entre 1,6% et 2,5%.

Les prévisions pour 2018 et 2019 sont cependant à considérer avec une certaine prudence, les facteurs de risque, tels que les foyers de tension géopolitique, la normalisation des politiques monétaires, l'endettement de certains pays, le protectionnisme ou l'évolution du cours du franc, restant nombreux.



Evolution comparée des PIB cantonaux et du PIB romand (valeurs réelles)

- Fribourg
- Genève
- Jura
- Neuchâtel
- Valais
- Vaud
- Suisse romande

*Prévisions

Conjoncture porteuse dans les six cantons romands

Les graphiques présentés sur cette page et la suivante montrent, pour chaque canton romand, comment ont évolué son PIB et la valeur ajoutée de l'une de ses branches principales depuis 2008. Ces données sont comparées avec le PIB des six cantons romands. Les prévisions pour 2018 et 2019 figurent également sur ces graphiques.

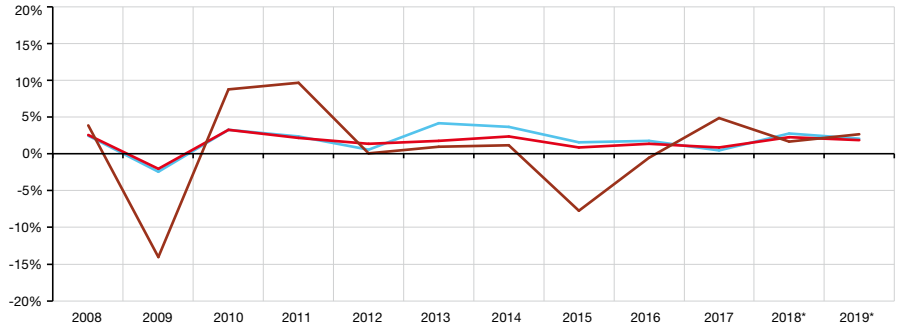
- Fribourg fait partie des cantons dans lesquels le secteur secondaire est, avec une part de 31,3% en moyenne entre 2008 et 2017, relativement important en comparaison avec la moyenne romande. Si l'industrie des machines y est très présente (8,5%), c'est également le cas de l'industrie alimentaire (7,0%) et de la chimie-pharma (6,3%).
- Genève est un cas particulier, avec un secteur tertiaire qui représente 84,5% de son économie. Entre la gestion de fortune et le négoce mondial de matières premières, le canton dispose notamment d'une place financière qui représente 15,2% de son économie. Ce poids a cependant diminué ces dernières années, en raison des évolutions réglementaires, du développement de places concurrentes et des effets de la crise financière.
- Le Jura et Neuchâtel sont deux autres cas particuliers en Suisse romande, avec des secteurs secondaires représentant respectivement 47,8% et 47,5% (moyenne entre 2008 et 2017) de leur PIB. A elle seule, la fabrication de machines, d'instruments et de montres constitue respectivement 27,1% et 28,1% de l'économie de ces deux cantons.
- En Valais, le poids du secteur secondaire dans l'économie (29,9%) est similaire à celui observé à Fribourg. Une partie importante est constituée par la chimie et la pharma (12,3%). Ce canton se distingue également par un secteur de production et distribution d'électricité et d'eau (4,7%) plus présent qu'en moyenne romande (1,9%).
- La structure du canton de Vaud ressemble à celle de l'économie romande considérée globalement (près de quatre cinquièmes de tertiaire, un cinquième de secondaire et environ un pour cent de primaire). L'une des premières branches est celle qui réunit les activités immobilières, les services aux entreprises et d'autres activités spécialisées (23,2% du total en moyenne entre 2008 et 2017).

Fribourg

Evolution comparée de la branche des machines, des instruments et de l'horlogerie et des PIB romand et fribourgeois (valeurs réelles)

Machines, instruments et horlogerie
Suisse romande
PIB Fribourg

*Prévisions

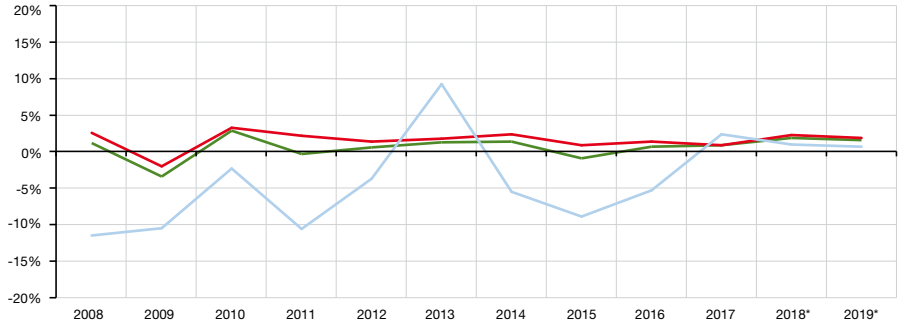


Genève

Evolution comparée de l'industrie financière et des PIB romand et genevois (valeurs réelles)

Industrie financière
Suisse romande
PIB Genève

*Prévisions

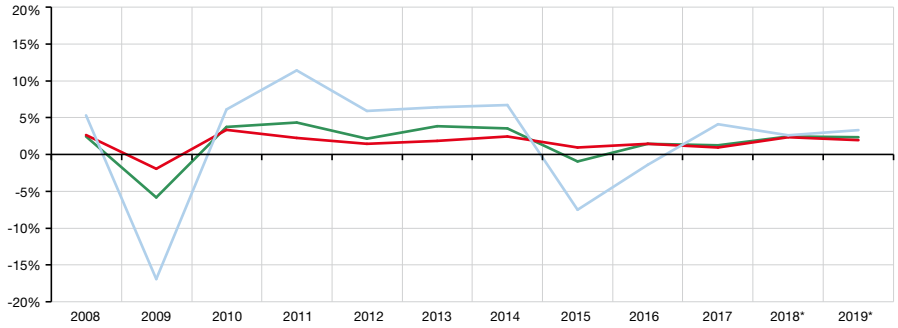


Jura

Evolution comparée de la branche des machines, des instruments et de l'horlogerie et des PIB romand et jurassien (valeurs réelles)

- Machines, instruments et horlogerie
- Suisse romande
- PIB Jura

*Prévisions

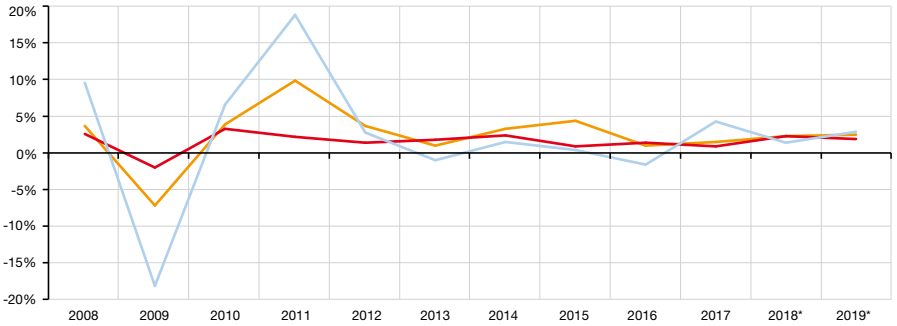


Neuchâtel

Evolution comparée de la branche des machines, des instruments et de l'horlogerie et des PIB romand et neuchâtelois (valeurs réelles)

- Machines, instruments et horlogerie
- Suisse romande
- PIB Neuchâtel

*Prévisions

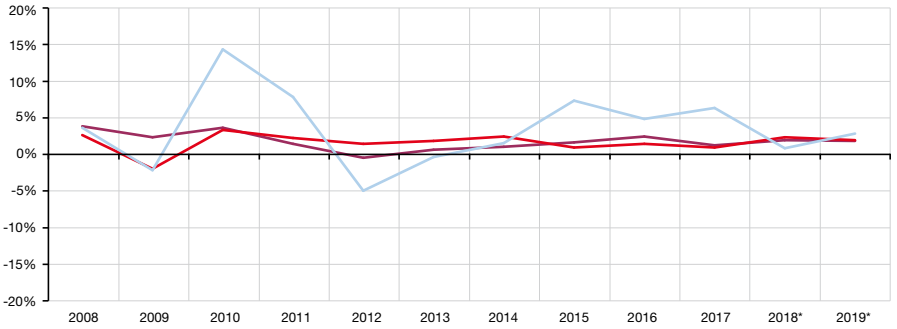


Valais

Evolution comparée de la chimie et des PIB romand et valaisan (valeurs réelles)

- Chimie
- Suisse romande
- PIB Valais

*Prévisions

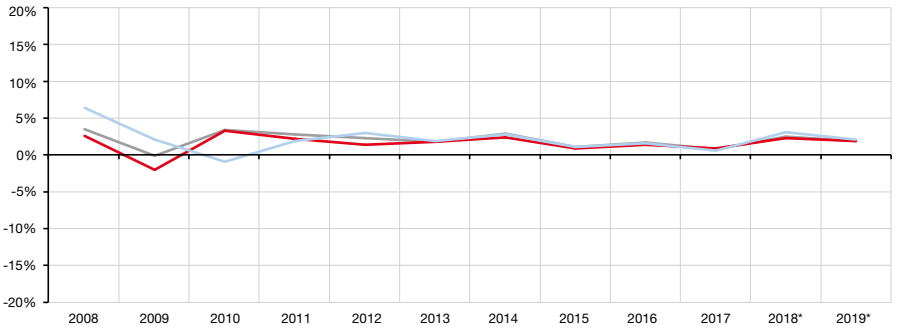


Vaud

Evolution comparée des services aux entreprises et activités immobilières et des PIB romand et vaudois (valeurs réelles)

- Services aux entreprises
- Suisse romande
- PIB Vaud

*Prévisions



Les cantons romands en quelques chiffres et comparaisons avec la Suisse romande et la Suisse
p Provisoire
* Après impôts, moins subventions
** Estimation

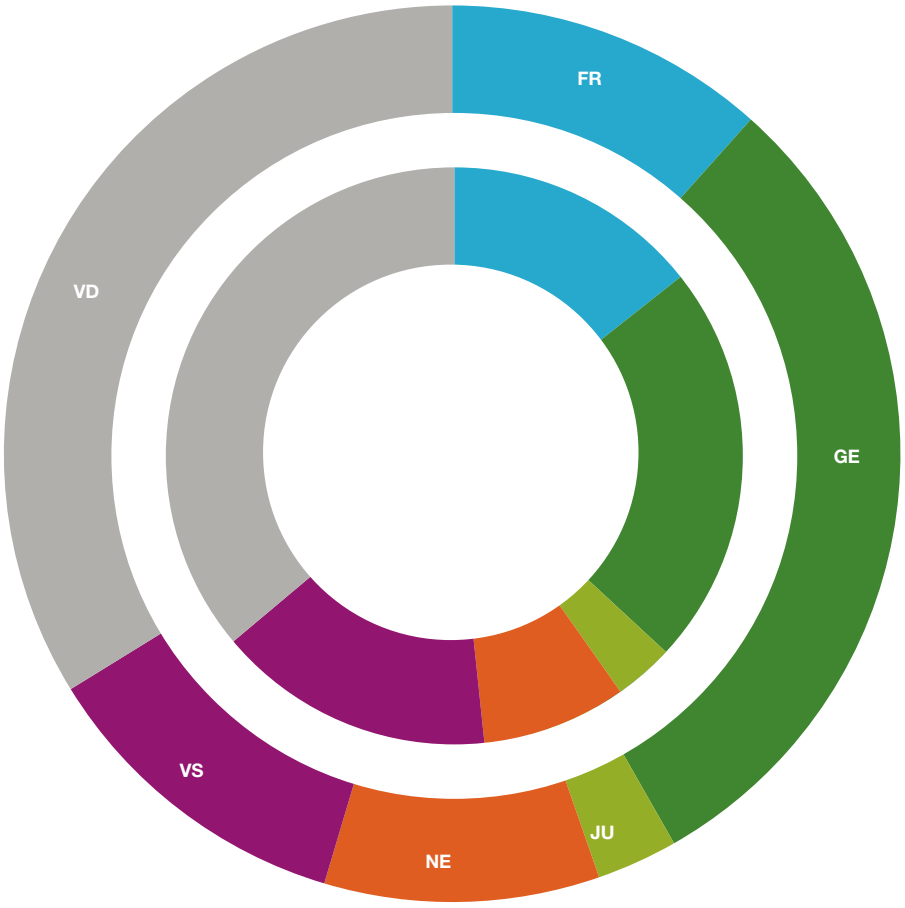
	Population 2017	Superficie (km²)	Habitants/km²	PIB nominal* 2017 (en au mios de francs)	PIB nominal*/ habitant (en francs)	Equivalents plein temps (EPT, 2017**)	PIB nominal*/ EPT (en francs)
Fribourg	314990	1671	189	18466	58623	112823	163670
Genève	495084	282	1753	47976	96904	277743	172734
Jura	73277	839	87	4657	63558	33406	139418
Neuchâtel	177930	803	222	15787	88723	83901	188158
Valais	341381	5224	65	18447	54037	131279	140520
Vaud	792995	3212	247	53777	67815	341033	157690
Suisse romande	2195657	12032	182	159110	72466	980184	162327
Suisse	8 482 152	41 285	205	668149	78771	394 545	169343

Comparaison de la part de la population et de la part du PIB* par cantons

	Part de la population	Part du PIB
Fribourg	14 %	12 %
Genève	23 %	30 %
Jura	3 %	3 %
Neuchâtel	8 %	10 %
Valais	16 %	12 %
Vaud	36 %	34 %

*Nominal, après impôts, moins subventions

Centre du graphique: part de la population
Périphérie: part du PIB



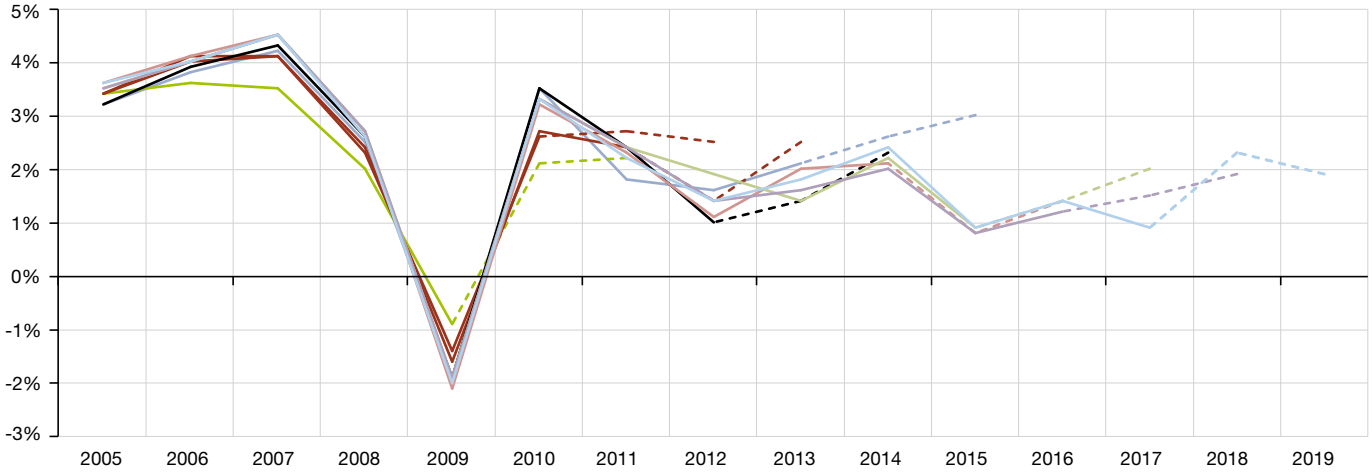
Retour sur les prévisions

Les estimations de croissance sont un art complexe. De la fin d'une année à la publication des comptes nationaux par l'OFS s'écoulent une vingtaine de mois. Pour les comptes cantonaux de l'OFS, il faut compter près de deux ans. Entre-temps, le Seco diffuse une série d'estimations, qui peuvent être sensiblement révisées d'une fois à l'autre. Ces révisions se répercutent sur les estimations des PIB cantonaux. De même, d'autres statistiques, utilisées par l'Institut CREA pour le calcul des PIB cantonaux, font également l'objet de révisions périodiques. La méthodologie est expliquée en page 22.

Il s'ensuit que les données chiffrées du PIB romand peuvent quelque peu varier d'une édition à la suivante. Cependant, d'une année sur l'autre, les chiffres sont relativement cohérents et donnent une bonne vue de la dynamique économique.

C'est également le cas des prévisions, même si elles peuvent aussi être entachées d'erreurs plus ou moins sensibles. Celles-ci peuvent être dues en partie à des révisions de statistiques, mais aussi au fait que des éléments qui façonneront les années sur lesquelles elles portent ne sont pas encore connus ou sont difficiles à anticiper à l'instant où les prévisions sont établies. Prédire l'avenir n'est pas plus simple que mesurer le passé.

L'une des surprises les plus importantes pour l'économie romande (et suisse) de ces dernières années réside dans l'abandon par la BNS du cours plancher de 1,20 franc pour 1 euro, le 15 janvier 2015. La forte appréciation du franc qui a suivi a conduit à une forte révision à la baisse des prévisions de croissance pour 2015 et 2016 établies en 2016. Les surprises peuvent aussi être positives et conduire à des révisions à la hausse des prévisions.



Comparaison des estimations du PIB romand (valeurs réelles)

- Suisse romande — Estimation 2010 (2010-2011: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2011 (2011-2012: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2012 (2012-2013: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2013 (2013-2014: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2014 (2014-2015: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2015 (2015-2016: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2016 (2016-2017: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2017 (2017-2018: prévisions)
- Suisse romande — Estimation 2018 (2018-2019: prévisions)

Méthodologie d'estimation du PIB romand

Le PIB romand est la somme des PIB des six cantons romands. Pour déterminer ces derniers, le CREA part des estimations du PIB suisse du Seco et de l'OFS et de leurs découpage en branches: l'institut cherche à évaluer la part du PIB suisse revenant à chaque branche dans chaque canton pris en considération. Le PIB d'un canton est alors la somme des valeurs ajoutées de ses branches.

La méthode utilisée par le CREA repose sur les étapes suivantes:

1. Le point de départ est le compte de production par branche d'activité économique pour la Suisse, publié par l'OFS et le Seco, ainsi que les estimations des PIB cantonaux de l'OFS (portant actuellement sur les années 2008 à 2015). Pour chaque branche d'activité économique et au niveau suisse est calculée la valeur ajoutée par emploi en équivalents plein temps (EPT). Il s'agit de la valeur ajoutée unitaire (VAU), qui correspond à la productivité moyenne de l'emploi par branche.
2. Les valeurs ajoutées unitaires ne sont pas identiques au niveau cantonal et au niveau suisse et la différence – c'est du moins une hypothèse qui est faite – tend à se traduire par des niveaux de salaires différents. Des valeurs ajoutées unitaires par branche pour chacun des cantons pris en considération sont dérivées des chiffres moyens nationaux sur la base du niveau des salaires par branche.
3. Dans chaque canton pris en considération et dans chaque branche, la valeur ajoutée unitaire ajustée par les salaires est multipliée par l'emploi (en équivalents plein temps).
4. L'addition des valeurs ajoutées de toutes les branches donne la valeur ajoutée cantonale totale. Enfin, le PIB romand est la somme des PIB des six cantons romands.

Conceptuellement relativement simple, cette méthode implique en fait une série de calculs pointus. Les statistiques utilisées ne sont pas toutes directement compatibles entre elles et des ajustements peuvent être nécessaires. La méthode est susceptible d'évoluer.

Méthodologie d'estimation de la prévision du PIB romand

Les prévisions cantonales et par branche sont obtenues en partant de l'hypothèse que, pour chaque branche, le taux de croissance trimestriel de la valeur ajoutée réelle peut s'écarter de sa valeur de long terme en fonction du contexte économique national et international. Ce dernier est apprécié par une palette de prévisions publiées par le Seco, le FMI et l'OCDE: croissance attendue du PIB de la Suisse, de l'Union européenne, des Etats-Unis et de la Chine, évolution du prix du pétrole, de la valeur externe du franc suisse, des taux d'intérêt, etc. Le modèle est calibré économétriquement sur une base des données historiques. Les prévisions sont calculées pour plus de 80 branches, pour chacun des six cantons romands, et pour chaque trimestre de 2017 et 2018, avant d'être agrégées au niveau souhaité. Etant donné l'incertitude subsistant sur l'économie mondiale et l'évolution du cours du franc, les prévisions doivent être interprétées avec une certaine prudence. Plus de détails figurent dans le document «Estimation du PIB romand» disponible sur internet: http://www.hec.unil.ch/crea/publications/autrespub/PIBromand0508.pdf

---

La version électronique de ce rapport peut être téléchargée depuis les sites web suivants:

www.bcf.ch www.bcvs.ch www.bcj.ch
www.bcn.ch www.bcge.ch www.bcv.ch
www.hec.unil.ch/crea www.forumdes100.com

Les estimations du PIB romand et des PIB cantonaux ainsi que les prévisions pour 2018 et 2019 ont été calculées par le CREA.

UNIL | Université de Lausanne
HEC Lausanne
Institut CREA

LE TEMPS

Impressum

Cette étude a été réalisée conjointement par:
• Jean-Pascal Baechler, conseiller économique, BCV
• Alain Jeannet, producteur, Forum des 100, Le Temps
• Caroline Plachta, secrétaire générale, BCN
• Christian Jacot-Descombes, porte-parole, BCV
• Michel Gauthier, fondé de pouvoir, BCF
• Délia Nilles, directrice adjointe, CREA
• Albert Gaspoz, responsable de la communication, BCVS
• Hélène De Vos Vuadens, responsable de la communication, BCGE
• Claudio Sfreddo, chef de projet, CREA
• Serge Voisard, responsable de la communication, BCJ
Conception graphique:
• Automatico Studio, Lausanne

© 24 mai 2018, banques cantonales romandes et Forum des 100.
Crédit photo: © NASA.

La force économique de la Suisse romande en six points

- PIB nominal en 2017: 159,1 milliards de francs
- Poids dans le PIB suisse en 2017: 23,8%
- Croissance en termes réels en 2017: 0,9%
- Prévision de croissance pour 2018: 2,3%
- Prévision de croissance pour 2019: 1,9%
- Une dynamique économique similaire à celle de la Suisse en 2018 comme en 2019